

<https://divergences.be/spip.php?article3782>



ÉTE 2024 : Coup de force institutionnel, tumulte politique et réponse parodique

- Aujourd'hui - juillet 2024 -

Date de mise en ligne : dimanche 30 juin 2024

Copyright © Divergences Revue libertaire en ligne - Tous droits réservés

On ne peut pas dire vraiment que, pour nous, ce résultat des élections soit une surprise dans la mesure où il y a maintenant plus de vingt ans notre texte de mai 2002, « Chronique d'une excréation [1] », essayait de rendre compte du fait que ce que nous appelons la « révolution du capital » â€” ce que d'aucuns perçoivent comme une contre-révolution néo-libérale â€” rendait caduque toute perspective réformiste du capital et donc celle défendue par la social-démocratie et ses différentes variantes, partis communistes compris. Comme par ailleurs le dernier soubresaut révolutionnaire prolétarien s'était terminé par une défaite, de son (notre) point de vue, c'est toute l'ancienne « question sociale » qui se trouvait mise hors-jeu et, avec elle, non seulement la perspective d'un autre monde, mais aussi toutes les organisations traditionnelles du mouvement ouvrier [2].

Toutefois, il y a bien là l'expression d'une surprise, y compris pour nous, dans la mesure où le contexte ambiant, dans nombre de médias, sur les réseaux et au sein de nombreuses institutions culturelles et sportives qui semblent reprendre la voix de son maître (cf. les déclarations des footballeurs tels Thuram et Mbappé), entretient une véritable virtualisation des rapports sociaux où on a l'impression que l'hégémonie culturelle est progressiste et de gauche, alors qu'elle ne représente qu'une parole minoritaire épousant et même propulsant la dynamique du capital. Pour la première fois dans l'histoire, ce n'est pas un pouvoir bourgeois, expression d'une classe dominante qui impose ses représentations en devançant les évolutions du rapport social, mais les transformations des rapports sociaux qui précèdent la loi et se substituent à l'initiative politique.

Pour ne prendre qu'un exemple, au discours critique sur la famille des années 1960-1970, s'est substitué un discours non-critique positivisant toutes les formes de famille. La gauche ayant cessé d'être la gauche égalitaire porteuse d'un universalisme tout à coup apparaissant trop abstrait sous la critique des études de genre, de race, décoloniale et autres calembredaines, elle s'affirme désormais comme la gauche des minorités et des luttes anti-discriminations, naturellement renvoyée, électoralement parlant, à son étiage.

Paradoxalement, la victoire du performatif postmoderne, qui triomphe dans tout le monde occidental sous un uniforme d'apparence progressiste tenu par les pouvoirs en place eux-mêmes (voir le rôle de l'UE et de l'ONU à ce propos), marginalise à la base ceux qui s'en réclament. Ainsi, pour prendre un nouvel exemple, si le mouvement féministe a eu un rôle important il y a plus de 50 ans et sans que les femmes, loin de là, s'en revendiquent toutes, les néo-féministes radicales d'aujourd'hui agissent comme si leurs luttes pour des droits particuliers ou l'extension de certains étaient perçues comme des droits pour toutes les femmes. Or non seulement cela ne parle pas forcément à l'ensemble des femmes, mais cela peut leur apparaître comme un repoussoir [3].

Aujourd'hui cette « excréation » du modèle socialo-démocrate a été largement poursuivie. On peut considérer qu'elle est accomplie, et ce malgré la résurgence d'un Nouveau Front populaire, réplique de la NUPES et forme croupion du « Front républicain » de 2002. Nous y reviendrons.

L'État réseau, combiné avec l'« exception française », a en partie réalisé son insertion dans un capitalisme globalisé (la société capitalisée) dominé par le niveau I du capitalisme du sommet dans lequel fluidité et flexibilité tendent à dominer et où les exigences du niveau II, celui de la gestion/reproduction des rapports sociaux internes à chaque « souveraineté », sont plus maltraitées que traitées parce que tendanciellement soumises aux impératifs du premier. Dans cette mesure, l'« exception » n'avait plus guère de raison d'être et le processus d'excréation ne pouvait que rejoindre celui déjà initié dans la plupart des pays de l'UE, qui ne prônent plus le modèle redistributif issu du keynésianisme/fordisme de la période des Trente glorieuses et pas davantage le modèle alternatif d'une redistribution universelle (revenu et assurance universels).

Ce n'est pas que les États n'interviennent plus au niveau social, mais ils y interviennent par d'autres procédures qui ne sont pas reliées à des mesures réparables et inscrites dans le fonctionnement des institutions comme avait pu l'être un RMI conçu au niveau de l'État et aujourd'hui dénaturé dans le RSA, du fait de sa délégation aux régions

dans le cadre d'un donnant-donnant (le projet est qu'il soit conditionné) qui n'existait pas dans le projet d'origine, ni à des projets permettant encore de ressentir et défendre un « tous ensemble » comme en 1995. La conscience de classe ou commune (suivant la perspective choisie) cède place aux ressentis, récriminations et ressentiments de tous contre tous, au profit des fractions dominantes du capital.

D'où les réactions et les mouvements de ce que Christophe Guilluy appelle « le *Soft Power* des classes populaires » ou encore des « dépossédés » ; d'autres analyses, plus classistes, disent les « déclassés ». Guilluy emprunte et réactive la notion orwellienne de *common decency* dont Jean-Claude Michéa s'est fait le spécialiste médiatique. Il y a probablement quelque chose de cet ordre-là dans le vote RN, mais cette conduite peut être mise à toutes les sauces idéologiques. Contrairement à ces deux auteurs qui en font un quasi-invariant anthropologique du « peuple profond », la décence commune peut, dans la société capitalisée, adopter telle ou telle orientation selon les circonstances. Toutefois et malgré ses insuffisances, cette notion permet mieux de comprendre à quel point on a ici affaire à une résistance populaire qui est en décalage irrémédiable avec l'appel constant, hier, c'est-à-dire en 2002, à l'attitude citoyenne, aujourd'hui à une société civile devenue de plus en plus introuvable.

Cet appel est supposé exprimer un comportement politique rationnel par opposition à un vote RN incompris et donc déprécié par la gauche et les médias en tant que vote « protestataire [4] ». Celui-ci, dans la mesure où il ne serait soutenu par aucune proposition ou projet rationnel, est de ce fait renvoyé à de l'infra-politique, ce qui désarme la critique. C'est parce qu'il n'y a pas/plus de contre-modèle sur lequel il puisse s'appuyer ou se projeter que le vote RN s'avère être un analyseur des multiples ressentiments et difficultés auxquels fait face une grande partie de la population qui n'a jamais droit au chapitre dans l'arène publique nationale, et encore moins à l'échelle européenne dans l'UE.

Mais il n'y a pas à en déduire un quelconque rattachement populaire des « 40 % » au modèle fasciste/nazi. Pour une part, elle exprime ici une adhésion aux thèses souverainistes contre une Europe considérée comme techno-bureaucratique qui remonte au référendum de 2005. Elle constituait, à l'époque, une position bien plus partagée, y compris par une certaine gauche qui semble aujourd'hui avoir oublié cette prise de position originelle ; et d'autre part la montée de sentiments plus ou moins xénophobes ou au moins faisant référence à la « préférence nationale » ; une tendance que l'on retrouve dans tous les pays de l'UE.

Si l'on veut trouver une certaine réalité politique à la décence commune, il faudrait plutôt la chercher chez les 8 à 10 % de non-inscrits et les près de 50 % d'abstentionnistes dont, par contre, le caractère « rationnel » du positionnement n'est jamais mentionné puisque, d'autorité, il est défini comme irrationnel parce qu'il irait contre leur intérêt. Certains pays comme la Belgique rendent le vote obligatoire pour essayer de forcer « les gens ordinaires » à se montrer raisonnables, ce qui n'empêche pas de nombreux électeurs belges de préférer s'acquitter de l'amende (modeste) plutôt que de céder et voter. Le comportement rationnel est alors défini comme celui conduisant tout électeur, même déçu par ses votes précédents, à continuer à voter pour n'importe quel candidat au premier tour, même s'il l'a déçu, et à voter « utile » pour n'importe quel candidat au second tour, pourvu qu'il appartienne à un « parti de gouvernement », c'est-à-dire un spécialiste de la politique politicienne. L'entrisme du RN de Marine Le Pen a justement été pensé pour intégrer ce que Jean-Marie Le Pen dénonçait comme la « bande des quatre », à savoir les partis de gouvernement, ouvrant ainsi la voie à un comportement rationnel du type : « Le RN n'a encore jamais été essayé, alors essayons-le. »

Ils vont voter et puis après ?

On comprend alors que des aspirations, des demandes de reconnaissance, des exigences et des pratiques sociales de rupture ne trouvent pas leur débouché dans les urnes. Ce sont donc d'autres voies qui peuvent être empruntées par ceux qui protestent et contestent les cadres traditionnels de l'expression démocratique et particulièrement une pratique de vote qui n'a que peu d'intensité expressive (il est par définition un signe de délégation passive du

pouvoir) et se trouve comprimée au sein d'une temporalité figée, celle des calendriers électoraux entre lesquels seule la rue reste un recours dans le cadre de la démocratie représentative dans laquelle les mandats ne sont pas suspensifs.

C'est par exemple la contestation de ce cadre et l'expression d'une bien plus haute intensité politico-sociale que le mouvement des Gilets jaunes a portées à son acmé dans sa critique de la démocratie représentative, sans qu'on puisse en déduire une quelconque traduction électorale. Mais on constate aussi qu'elles peuvent laisser la place à un nationalisme ou à une xénophobie ravivés, plus ou moins raciste, mais pas forcément, qu'on retrouve aussi bien dans le vote en faveur de Trump aux États-Unis que dans des argumentaires politiques en Asie du Sud-Est et en Inde. Ces derniers sont des pays dans lesquels la modernisation/destruction accélérée des sociétés traditionnelles, fondées sur l'agriculture ou la petite production marchande et des secteurs retardataires ou excentrés par rapport aux grandes métropoles modernes, fondées, elles, sur un développement échevelé des services et des activités bancaires-financières, déstabilise tous les pays et alimente les réactions nationalistes et xénophobes, l'utilisation des conflits inter-religieux, la réactivation des spécificités culturelles, etc.

Si Orwell a pu dire « Quand l'extrême droite progresse chez les gens ordinaires, c'est d'abord sur elle-même que la gauche devrait s'interroger », c'est exactement l'inverse qui se produit avec l'appel à un Nouveau Front populaire décidé du jour au lendemain par les états-majors des différentes organisations de gauche, avec le soutien de la plupart des syndicats. À ce sujet, si l'on suit les différentes déclarations des syndicats, on peut repérer deux axes majeurs.

Le premier est constitué des appels à l'antifascisme comme si le fascisme était à l'ordre du jour comme dans les années 1930, alors que les exemples de « démocratie illibérale » au sein de l'UE montrent que la société capitalisée a absorbé fascisme et antifascisme au sein des différents types de régime démocratique, les réduisant à une bataille des imageries qui remplace maintenant l'ancienne bataille des idéologies [5].

Le second axe est un appel implicite et parfois explicite à un retour au programme du CNR et en conséquence la revendication de « mesures » gouvernementales qui amènent toujours à plus d'État comme défenseur des acquis, alors qu'il est pourtant reproché, par ailleurs, à ce même État de les abandonner ou de les rogner. Le paradoxe est que cette demande d'État est également très présente dans l'électorat du RN par rapport à des services publics qui se dégraderaient, particulièrement l'école publique avec une assez claire conscience du fait que celle-ci ne remplirait plus sa mission et accroîtrait les inégalités du fait des ressources complémentaires que des parents au capital culturel faible devraient consacrer au soutien pédagogique pour espérer compenser cette inégalité.

En cela, la situation européenne est différente de l'américaine où le vote d'extrême droite est souvent libertarien. La différence n'est toutefois pas réconfortante dans la mesure où, en France et en Europe, ce constat conduit cet électorat à considérer le retour ou l'accroissement de l'autorité et *in fine* d'un pouvoir politique autoritaire comme la solution miracle.

Cette conscience ou au moins ce ressenti d'un délitement de la reproduction du rapport social constitue d'ailleurs une des causes d'une colère sociale et politique qui pour le moment surgit à la fois dans la rue (mouvement des Gilets jaunes, tendances émeutières de 2023) et dans les urnes [6].

Pour ne prendre qu'un exemple de la frilosité de la réponse « de gauche » à la situation actuelle, il suffit de considérer un tract FSU-SNESup et intersyndical qui n'appelle évidemment à aucune prise d'initiative des travailleurs par eux-mêmes, mais bien plus à la restauration d'une « démocratie sociale » hypothétique, là encore en provenance de l'État réorganisé dans sa forme réseau. Dans le contexte actuel, il s'agirait, pour lui, de « Mettre fin à la verticalité du pouvoir en commençant par restaurer la démocratie sociale à tous les niveaux, entreprise, branche, territoire et interprofessionnel ».

Pour d'autres comme Pierre Musso, in *L'Humanité* du 13 juin, il s'agit, dans la lignée des propositions de Bruno Trentin, ex-leader de la CGIL italienne dans les années 1970, de profiter de cette crise pour remplacer l'« État-entreprise » par une « Cité du travail ». Une hypothèse qui supposerait le retour à une centralité du travail dans le processus de production qui a justement été bousculée par la révolution du capital et qui, en tout cas, est bien loin de figurer au programme des « partis de gouvernement » qui s'apprêtent à sceller la nouvelle union de la gauche ; sans référence aucune à une « démocratie sociale ». Une centralité du travail tellement décalée par rapport à la réalité actuelle du procès de production que le RN ne peut même pas en faire son cheval de bataille : il s'aligne en fait sur les positions des « partis de gouvernement » contre l'« assistance », pour la réindustrialisation et il demeure réservé, car divisé sur l'annulation de la réforme des retraites (Marine Le Pen contre, Bardella pour sous conditions). Comme lesdits partis, il mène campagne sur le sociétal plus que sur le social, sur les conditions de vie en général plutôt que sur les conditions de travail, d'où le fait qu'il ait pu mordre sur une frange du mouvement des Gilets jaunes.

Ce « Nouveau Front populaire » apparaît d'abord comme une tentative d'union d'un cartel d'organisations [7] qui s'appuie sur un programme *a minima*, reposant sur les plus petits communs dénominateurs et laissant dans l'ombre les questions qui fâchent, comme celle sur la place de l'énergie nucléaire. En cela, il est bien en deçà du Programme commun de la gauche de Mitterrand ; il ne fait que répéter l'alliance électorale de 2022 dans la NUPES.

Ensuite, il ne peut compter sur un mouvement capable de lui donner une force autre qu'électorale et politicienne comme pendant les grandes grèves de 1936, qui ont forcé le pouvoir à concéder ce qui sera considéré plus tard comme des conquêtes ouvrières puis des acquis sociaux. Pour le moment du moins, nous n'assistons qu'à des manifestations de rue plus ou moins spontanées, mais exprimant une rage impuissante où sont clamés des slogans assez affligeants de contenu, le « tout le monde déteste Bardella » étant la projection du « tout le monde déteste la police », soit une pratique performative d'inversion du réel.

Quand on parle de cette colère sociale et politique, il faut aussi se pencher sur le changement de caractère possible de l'abstention, qui ne peut plus être rajoutée à la critique de la démocratie « formelle » comme à l'époque où les organisations trotskistes faisaient près de 10 % des votants à l'élection présidentielle, époque où certaines tendances anarchistes faisaient encore campagne militante pour l'abstention et d'autres pour la reconnaissance du vote blanc. Aujourd'hui, l'abstention est le complément objectif et subjectif du vote en faveur de l'extrême droite. Objectif parce que son maintien ou sa croissance fait monter mécaniquement le poids relatif du RN ; subjectif parce qu'il constitue lui-même une composante de cette position de défiance. Elle concerne d'une part l'ancienne frange ouvrière et populaire désabusée qui, vieillissante et dorénavant sans perspective, a suivi l'effondrement des forteresses ouvrières et des villes-banlieues rouges. Un électorat potentiel qui s'est sans doute beaucoup plus perdu qu'il n'a rejoint le RN, même si ce n'est pas incompatible dans la mesure où une partie de cet électorat s'est fixée progressivement en périphérie urbaine (cf. les *rurbains* du sociologue Henri Lefebvre) et moins en banlieue, qui n'a été qu'une voie de passage, sur la base du principe et de l'idéologie propriétaires. Pour l'autre part et compte tenu de l'individualisation accrue des conditions de travail et de vie, se mélangent une critique des politiciens et de la politique politicienne (« tous pourris », y compris le FN/RN et ses divisions) et une attitude plus ou moins « aquaboniste ».

Quand les dernières statistiques font état d'un fort vote RN dans les catégories socio-professionnelles ouvrières/employées, il s'agit bien là d'une transformation profonde du rapport social qui ne produit plus de vote de classe. Ces ouvriers, pour certains encore jeunes, qui votent RN n'ont sans doute jamais été de gauche ni même syndiqués et leur activité professionnelle se situe dans des secteurs particuliers assez éloignés de la grande entreprise et de l'industrie (bâtiment, travaux publics, transports, plateformes de distribution), une activité professionnelle souvent éloignée de lieux de vie eux-mêmes assez dispersés, ce qui ne peut que renforcer l'atomisation, les comportements individualistes et le repli. Ils ne correspondent plus ni à une définition sociologique des classes (la « classe en soi » de Marx) reposant sur l'image de la grande entreprise industrielle dans laquelle le collectif de travail s'imposait, ni à une définition politique de celle-ci (la « classe pour-soi » de Marx ; la classe de la

conscience reliée au collectif de travail et à ses surges : le quartier ouvrier, la vie et la culture ouvrières, etc.).

Depuis 2017, on a pu constater l'accélération du décentrement des luttes autour du travail, vers des luttes sur les conditions de vie (mouvement des Gilets jaunes, révolte des banlieues), mais ces luttes n'ont aucune transcription mécanique et collective dans la sphère politique et particulièrement dans le vote électoral. Car ici, dans l'isolement absolu que représente l'isoloir, la colère sociale se dilue dans le ressentiment.

Temps critiques, le 20 juin 2024

[1] – Hors série, mai 2002, reproduit dans le no 13 de *Temps critiques*, <http://www.temps-critiques.net/spip.php?article128>

[2] – La victoire de l'union de la gauche en 1981 en France a pu, un temps, faire illusion, mais elle s'est vite trouvée à contre-courant et le retournement de tendance est effectif dès 1983.

[3] – Cf. l'article de Camille Froidevaux-Metterie dans *Le Monde*, le 13 juin 2024, « Voter RN pour les femmes, c'est braquer une arme contre soi », dans lequel elle s'étonne qu'alors que les femmes ne votaient pas pour le FN de Jean-Marie Le Pen, elles le fassent un peu plus pour celui de Marine Le Pen, première version, et encore plus pour le RN d'aujourd'hui et une Marine Le Pen quasi féministe et devenue laïcarde. Les femmes auraient donc maintenant une fausse conscience de leurs véritables intérêts ! Là encore, aucune autocritique de la part des « degauche » et autres déconstructionnistes de tout poil.

[4] – Cf. l'article de Jérémie Moualek : « La notion de "vote protestataire" tend à infantiliser l'électeur » in *Le Monde*, le 13 juin 2024. L'auteur de l'article signale une tendance à abandonner cette désignation, qui n'explique rien du point de vue sociologique, idéologique et politique, au profit de celle de « vote populiste ».

[5] – Cf. <https://www.cgt.fr/actualites/france/extreme-droite/kit-militant-contre-lextreme-droite>

[6] – Une réunion publique le 17 juin à Montreuil est annoncée sous le titre « Pour une contribution de la société civile au projet du Front Populaire ». Elle se clôturera par la retransmission du premier match de l'équipe de France de football à l'Euro 2024. On ne peut mieux mesurer à quel point le danger fasciste est à notre porte !

[7] – La preuve par l'absurde en est faite par le sort réservé à Glucksmann dans le nouveau Front populaire ; alors qu'il était pourtant le seul modeste gagnant hors RN de l'élection européenne, il a été littéralement effacé de l'album de famille.